

# Pour un G20 et +, des salarié·e·s !

Le 2 avril 2009, sous haute surveillance policière, se tiendra à Londres la réunion du Groupe des 20 (G20).

Il rassemble autour des principales puissances impérialistes des pays tels que le Brésil, l'Inde, le Mexique, l'Indonésie ou la Turquie. A ces gouvernements s'ajoutent la présidence de l'Union européenne (UE), la Banque centrale européenne (BCE), la Banque mondiale (BM) et le Fonds monétaire international (FMI).

## L'aveu de novembre 2008

Deux rappels.

Le **premier** concerne la date de création du G20: en 1999. Autrement dit, après des crises brutales: celle du Mexique (1995); celle de l'Asie du Sud-Est (1997-1998); celles de la Russie et du Brésil (1998-1999). Elles annonçaient la crise actuelle touchant l'ensemble du système capitaliste international. Elle se déclencha dès août 2007. Elle mûrissait depuis longtemps.

Le **second**: alors que la crise du système s'accroissait à un rythme et avec une extension sans pareil, se tenait une réunion du G20, à Washington, en novembre 2008.

Dans son communiqué final, le G20 déclarait que le début de la décennie 2000 avait été marqué «*par une stabilité prolongée*». Pas de doute !

Mais il s'agit de la «*stabilité*» de l'envol des inégalités de tous types: de la distribution des revenus en passant par l'accès à des biens indispensables (le logement, l'eau, la nourriture, les soins sanitaires, l'éducation, etc.). Ces inégalités ne sont que l'expression de la violence des diverses formes d'exploitation des êtres humains comme de leur environnement.

Le communiqué du G20 continuait ainsi: «*Les acteurs des marchés [lisez: les puissants groupes financiers renfloués avec des centaines de milliards d'argent public] ont cherché à obtenir des rendements plus élevés sans évaluer les risques de façon adéquate et sans faire preuve de la vigilance requise.*» Pour le G20, la coexistence de la «*stabilité*» et des opérations spéculatives folles – enracinées dans la concurrence entre capitaux et la soif du profit privatisé – ne pose pas de problème de cohérence !

Pas étonnant. L'objectif du G20 n'est autre que de sauver ces «*acteurs du marché*» qui surveillent ces gouvernements. Ces derniers sont d'ailleurs «*conseillés*» par des «*élites*» issues des plus grandes firmes. Elles visent à créer le cadre le plus adéquat pour leurs activités et pour permettre, aujourd'hui, la «*socialisation de leurs pertes*». Les gouvernements leur servent de services d'ordre, certes ballottés.

En novembre 2008, les gouvernements effacent déjà les dettes pourries des grandes banques. Le G20, lui, se refuse à abolir la dette illégitime des pays du Sud. Les banques ne voudraient pas voir ce revenu – le paiement de la dette – leur échapper. De plus, le prêt du FMI à la Hongrie se combine avec l'exigence d'un gel des salaires et de la suppression du 13<sup>e</sup> salaire pour la fonction publique.

Le G20 de novembre 2008 se conclut sur cette note: «*Les organismes du secteur privé... doivent formuler des propositions sur un ensemble de bonnes pratiques uniformisées.*» On vous l'a dit: le chauffard alcoolisé est le seul qui puisse conduire l'ambulance !

Il en ira de même, malgré un changement dans le ton et des tirades sur

«*la morale*» et «*l'éthique*», le 2 avril 2009 à Londres.

## Leçons des crises passées

Pas nécessaire d'être un savant pour constater l'ampleur de la crise. Partout, elle s'illustre par: la hausse du chômage, les licenciements massifs, le chômage partiel avec perte de salaire, l'essor de la pauvreté dans les pays du «*centre*», la contraction du commerce international, le repli brutal du PIB (Produit intérieur brut qui reflète, de manière biaisée, la richesse produite par les salarié·e·s). A cela s'ajoute une «*crise climatique*» qui n'est plus contestée.

Des parallèles sont établis avec la crise des années 1930, ou celle des années 1866-1890. Ils ne valent que s'ils servent à souligner la gravité de la «*situation*». Car les traits de la mondialisation présente du capital et l'histoire des conflits de classes ont débouché sur une configuration nouvelle.

Toutefois, une chose est certaine. Du point de vue des intérêts du capital la «*sortie d'une crise*» a toujours impliqué l'utilisation de certains instruments:

- des «*gouvernements autoritaires*», donc des pratiques sécuritaires et des lois liberticides (la pointe de l'iceberg se voit dans les mesures prises contre les migrants «*clandestins*» ou la répression contre les activités de type syndical sur le lieu de travail);
- la précarisation de l'emploi qui, depuis des années, préfigurait, à côté d'un chômage déjà devenu permanent, les destructions futures d'emplois;
- l'attaque contre les conditions de travail et le salaire social (depuis l'éducation, en passant par le salaire direct, les allocations chômage, la retraite, les services publics, etc.); ➤

• la multiplication de conflits militaires, actuels (Irak, Afghanistan, Pakistan, Moyen-Orient) et « en préparation ».

## Fondement de la crise

L'actuelle crise a éclaté dans un monde où le nombre de salarié·e·s – donc celles et ceux contraints de vendre leur force de travail, sous diverses modalités – n'a jamais été aussi grand. A gros traits, cela renvoie aux sources de cette crise. Depuis les années 1980 (mise en place des politiques de contre-réformes sociales et économiques), on assiste à une stagnation globale des salaires. L'endettement a dû gonfler pour financer ce « manque à gagner ». La part des profits est donc remontée. Une fraction a été dirigée vers les investissements. Mais une autre, fort grande, dans les placements financiers. Ces derniers faisaient pression afin d'accroître les profits dégagés dans la production et les recycler vers les actionnaires et le secteur financier. Ainsi se constitua une chaîne de « bulles spéculatives ». L'une, très importante, a éclaté : celle de l'immobilier. Et cela, aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, en Espagne, en Irlande, en Russie, etc.

Sa « crevasse » fit apparaître les « faiblesses » qui préexistaient dans le système : des capacités de production installées bien supérieures à celles utilisées pour produire ce qui pouvait être vendu. Le taux de profit s'en est senti : il s'abaissa ; la « grève » de l'investissement s'accroît donc. La crise alors se déchaîna.

Plus une banque ne fait confiance à une autre : aucune ne connaît les cadavres que l'autre a dans ses placards. Des pyramides de « produits toxiques »

(des créances pourries) sont découvertes, tous les jours.

Alors, l'ère du « plus de marché, moins d'Etat » prend fin. Leur Etat doit sauver les banquiers, les assurances, les industriels, les actionnaires !

## Pour une relance « des infrastructures sociales » !

Du point de vue des salarié·e·s, pour faire face à cette crise et attaque conjointe du Capital : **1°** il faut accroître le pouvoir d'achat (pas nécessairement pour l'acquisition des biens actuels fort peu durables) ; **2°** il faut réduire le temps de travail, sans baisse du salaire direct et avec une relance du salaire social. Cette re-répartition est un enjeu démocratique de société. Elle se joue à l'échelle européenne. Pour la mettre en œuvre, il faudra une solide incursion dans les droits absolus de la grande propriété privée.

Trente sociétés cotées à la Bourse suisse ont distribué 25 162 millions de dividendes en 2007 et 22 429 en 2008 ; cela malgré la débâcle boursière !

Une formule est répandue aux Etats-Unis : « *Si on renfloue les banques, pourquoi ne nous appartiennent-elles pas et ne les contrôlons-nous pas ?* » On peut la reprendre.

La création du « fonds de défiance » (le *SNB StabFund*, géré par l'UBS !) pour les 60 milliards d'« actifs toxiques » de l'UBS serait une bonne affaire – à venir – pour la Confédération et de la BNS. Si c'était le cas, pourquoi n'a-t-on pas assisté à une alliance des autres banques pour sauter sur cette occasion juteuse ? Parce qu'elles savent que c'est faux. Ainsi, la BNS – avec un Conseil fédéral collégial aux ordres – a passé la patate chaude aux salariés-contribuables.

Le 12 mars, la BNS annonce pour 2009 une contraction du PIB de 2,5 % à 3 % et un chômage à hauteur de plus 200'000, sans compter le chômage partiel. Le record officiel de 1997 est battu ! Or, cette « prévision » sera dépassée.

Le chômage continuera, à la hausse, en 2010 et 2011. Il exercera une pression à la baisse sur les salaires (comme lors des années 1990).

Cela d'autant plus que la loi sur l'assurance chômage va encore être péjorée. L'assurance invalidité (AI) de même. Pourtant, les conditions de travail et le chômage ont des effets de plus en plus invalidants. « *Chaque jour 100 chômeurs supplémentaires* », titre le *SonntagsBlick* (22 mars 2009) ; avec plus de « burnout » et de « dépressions ». Les assurances maladie enregistrent ces chiffres. Quand l'action collective est absente, les effets d'une crise sur les salarié·e·s sont encore plus insupportables.

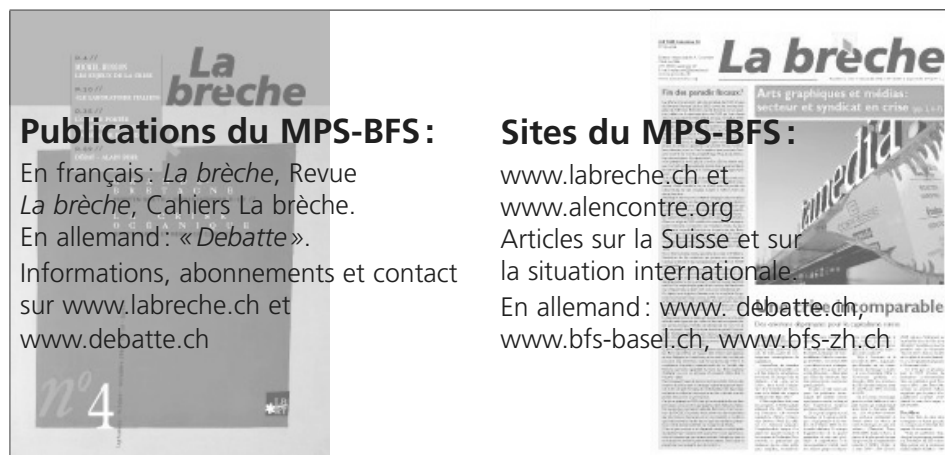
Or, le « débat » entre la « gauche » et la « droite », en Suisse, porte sur le volume des « plans de relance » et sur leurs objectifs. Faut-il les centrer sur les « infrastructures classiques » (routes, etc.) ou sur celles préparant une prétendue « mutation écologique » ?

De la sorte passent à la trappe les dépenses pour les « infrastructures sociales ». C'est-à-dire, une assurance maladie sur le modèle de l'AVS ; une politique publique de logements sociaux et faiblement énergivores ; un renforcement de l'assurance chômage assurant une effective transition entre emploi-formation-emploi ; un système de retraite unifié (AVS-IIe pilier) ; une remise en question de la gestion de type privatisée de la Poste et des CFF, etc.

Pour « changer de cap », il faut organiser une mobilisation sociale afin que l'ensemble de ces **besoins sociaux** se transforment **en droits**.

Cela fera éclater la contradiction entre une démocratie substantielle et le capitalisme. Cette contradiction s'ancre dans la grande propriété privée et les diktats qui en découlent. Ces diktats sont élaborés dans le « secret des affaires » ; le secret bancaire en fait partie.

Dans les années à venir, c'est un G20 des salarié·e·s contre ce système – qui étale ses facettes mortifères – qui peut et doit être mis en place.



**Publications du MPS-BFS :**  
En français : *La brèche*, Revue *La brèche*, Cahiers *La brèche*.  
En allemand : « *Debatte* ».  
Informations, abonnements et contact sur [www.labreche.ch](http://www.labreche.ch) et [www.debatte.ch](http://www.debatte.ch)

**Sites du MPS-BFS :**  
[www.labreche.ch](http://www.labreche.ch) et [www.alencontre.org](http://www.alencontre.org)  
Articles sur la Suisse et sur la situation internationale.  
En allemand : [www.debatte.ch](http://www.debatte.ch), [www.comparable.ch](http://www.comparable.ch), [www.bfs-basel.ch](http://www.bfs-basel.ch), [www.bfs-zh.ch](http://www.bfs-zh.ch)